

2015, année de la reprise ?

Le 6 février dernier, la Banque de France, au cours d'une conférence*, à la Roche-sur-Yon, dressait un premier bilan pour 2014 et s'interrogeait sur la possibilité d'une reprise en 2015. Les observateurs économiques s'accordent à dire qu'un certain nombre de conditions sont réunies pour permettre l'amorce d'un redémarrage en 2015. **Décryptage.**

En 2014, l'économie Française a touché le fond et il semblerait que 2015 réunisse des conditions plus favorables à une reprise.

En 2014, l'économie mondiale a présenté une activité globale plutôt stable, mais les stigmates de la crise de 2008-2009 sont loin d'être effacés. L'économie des États-Unis joue un rôle moteur, tandis que celles des pays émergents marquent un peu le pas. Les économies de la **zone euro** peinent à se redynamiser. Malgré un modeste retour à la croissance pour certains pays de cette zone, le climat social y est, pour bon nombre de pays, très dégradé, la consommation et les prix sont à un niveau bas, et l'investissement encore en panne.

Des éléments permettent cependant un léger optimisme :

- La baisse de l'euro permet d'avoir un meilleur équilibre des échanges et facilite l'exportation.

- La baisse des prix de l'énergie qui a des effets positifs sur la situation financière

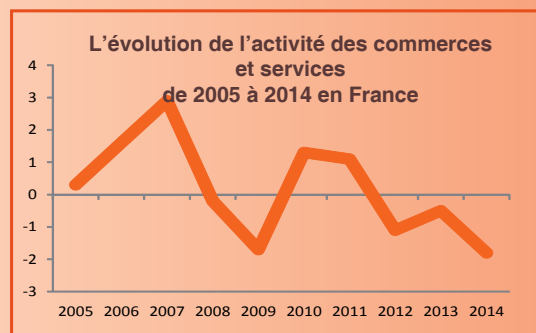
des entreprises et sur le pouvoir d'achat des ménages.

- La politique monétaire de la BCE avec des taux directeurs très bas et un plan historique de rachat massif de dettes publiques (par le "quantitative easing") afin de stimuler la croissance et faire front à la menace déflationniste.

Selon l'OCDE, les "indicateurs avancés montrent de premiers signes d'inflexion positive de la croissance en zone euro".

Si en France il n'apparaît pas de tendance claire de reprise à court terme, celle-ci est pourtant à notre portée. Aux éléments positifs précités, il est nécessaire d'insister sur la nécessité de réformes structurelles et du retour de la confiance. ■

*animée par son Directeur Jacques Boutet et Jeanine Guilleux, adjointe de Direction.



Indices TPE

France 2014*

Indice global
2014 : -3,2%
2013 : -1,3%
Indice Commerce & Services
2014 : -1,8%
2013 : -0,5%
Indice Bâtiment
2014 : -0,8%
2013 : -7,5%

* chiffres nationaux issus de l'observatoire FCGA

Indicateur

Défaillances d'entreprises*

Si les défaillances d'entreprises en France restent à des taux élevés comparés à l'avant-crise, elles ont été un peu moins nombreuses en 2014 en regard de 2013, -1% et -5% au 4^{ème} trimestre comparé au même trimestre de 2013. Les Pays de la Loire et la région Centre se situent à des niveaux de recul de -5 à -8% par rapport 2013. Ce n'est hélas pas le cas de la Charente-Maritime, +10% de défaillances. Les TPE avec 1 ou 2 salariés présentent un record de sinistralité supérieur aux TPE sans salarié et aux PME.

Selon l'OESTV*, un net recul des défaillances d'entreprises a été observé en Vendée, -13% en cumul depuis janvier sur les 3 premiers trimestres. Mais la vigilance reste de mise, le niveau restant élevé comparé à 2011 et 2012. ■

*Palmarès Altares et Euler Hermes des défaillances d'entreprises

*OESTV : Observatoire économique, social et territorial de la Vendée.

A l'échelle locale

2000 entreprises ont répondu à l'enquête de la Banque de France pour les Pays de la Loire. A l'exception du bâtiment, quelques signaux encourageants comme la hausse de l'investissement sont à noter.

La CCI de la Vendée admet que contre toute évidence le bilan 2014 a été moins mauvais

que les prévisions. Malgré cela, le moral des chefs d'entreprises vendéens interrogés (PME) n'est pas au beau fixe, puisque plus de 40% prévoient une dégradation en 2015. Si le secteur de l'industrie résiste et espère une certaine stabilité, le bâtiment s'enlise dans la crise. La CAPEB note cependant que 2014 a été légèrement moins mauvaise pour le bâtiment sur le plan de l'activité avec -2% contre -3% en 2013. ■

